



## **Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/16880/Add.49  
19 décembre 1985  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

**EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS  
DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT  
OU EN EST LEUR EXAMEN**

**Additif**

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct suivant.

La liste complète des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/16880, daté du 7 janvier 1985, S/16880/Add.4, daté du 13 février 1985, S/16880/Add.18, daté du 20 mai 1985, S/16880/Add.24, daté du 9 juillet 1985 et S/16880/Add.39, daté du 6 novembre 1985.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 14 décembre 1985, le Conseil a, à sa 2632<sup>ème</sup> séance, tenue le 9 décembre 1985, et conformément à la résolution 570 (1985) du 12 septembre 1985, procédé à l'élection d'un membre de la Cour internationale de Justice, pour pourvoir le siège devenu vacant par suite de la démission, survenue le 23 août 1985, de M. Platon Dimitrievitch Morozov.

Lors du vote, M. Nikolai Konstantinovitch Tarasov (Union des Républiques socialistes soviétiques) a obtenu la majorité des voix requise au Conseil de sécurité.

Ayant également obtenu la majorité des voix requise à l'Assemblée générale, M. Nikolai Konstantinovitch Tarasov a été déclaré élu membre de la Cour internationale de Justice pour un mandat expirant le 5 février 1988.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 14 décembre 1985, le Conseil de sécurité est intervenu au sujet des questions suivantes :

Lettre datée du 6 décembre 1985, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies

Dans une lettre datée du 6 décembre 1985, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/17671), le représentant du Nicaragua a demandé que le Conseil se

réunisse d'urgence pour examiner la situation extrêmement grave que créent la multiplication des actes d'agression, les menaces répétées et les nouveaux actes de provocation dirigés contre le Nicaragua par l'actuel Gouvernement des Etats-Unis.

Le Conseil de sécurité a examiné la question à ses 2633<sup>ème</sup> séance, 2634<sup>ème</sup> et 2636<sup>ème</sup> séances, tenues entre le 10 et le 12 décembre 1985.

Au cours de ces séances, le Président, avec l'assentiment du Conseil a invité sur leur demande les représentants du Costa Rica, de Cuba, du Honduras, de l'Iran (République islamique d'), de la Jamahiriya arabe libyenne, du Mexique, du Nicaragua, de la République arabe syrienne, du Viet Nam et du Zimbabwe à participer au débat sans droit de vote.

La situation à Chypre (voir S/11185/Add.28, S/11185/Add.29, S/11185/Add.32, S/11185/Add.34, S/11185/Add.49, S/11593/Add.7, S/11593/Add.8, S/11593/Add.9, S/11593/Add.10, S/11593/Add.23, S/11593/Add.24, S/11593/Add.49, S/11935/Add.23, S/11935/Add.24, S/11935/Add.50, S/12269/Add.24, S/12269/Add.35, S/12269/Add.36, S/12269/Add.37, S/12269/Add.50, S/12520/Add.23, S/12520/Add.45, S/12520/Add.47, S/12520/Add.49, S/13033/Add.23, S/13033/Add.49, S/13737/Add.23, S/13737/Add.49, S/14326/Add.22, S/14326/Add.50, S/14840/Add.24, S/14840/Add.50, S/15560/Add.24, S/15560/Add.46, S/15560/Add.50, S/16270/Add.17, S/16270/Add.18, S/16270/Add.23, S/16270/Add.49, S/16880/Add.23 et S/16880/Add.37)

A sa 2635<sup>ème</sup> séance, tenue le 12 décembre 1985, le Conseil de sécurité a repris l'examen de ce point sur la base des rapports du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre pour les périodes du 1<sup>er</sup> juin au 30 novembre 1985 (S/17657 et Add.2) et du 12 juin au 9 décembre 1985 (S/17657/Add.1) respectivement. Le Président, avec l'assentiment du Conseil a invité sur leur demande les représentants de l'Autriche, de Chypre, de la Grèce et de la Turquie à participer au débat sans droit de vote. Conformément à l'accord obtenu au cours des consultations du Conseil, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a adressé une invitation à M. Ozer Koray au titre de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/17680) qui avait été élaboré au cours des consultations du Conseil. Celui-ci a procédé au vote sur le projet de résolution et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 578 (1985).

La résolution 578 (1985) se lit ainsi :

"Le Conseil de sécurité,

Prenant note du rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre, en date du 30 novembre 1985 (S/17657 et Add.2) et du 9 décembre 1985 (S/17657/Add.1),

Notant aussi que le Secrétaire général a recommandé que le Conseil de sécurité prolonge pour une nouvelle période de six mois le stationnement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre,

Notant en outre que le Gouvernement chypriote est convenu qu'en raison de la situation qui règne dans l'île, il est nécessaire de maintenir la Force à Chypre au-delà du 15 décembre 1985,

Réaffirmant les dispositions de sa résolution 186 (1964) du 4 mars 1964 et des autres résolutions pertinentes,

1. Prolonge à nouveau, pour une période prenant fin le 15 juin 1986, le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix qu'il a créée par sa résolution 186 (1964);

2. Prie le Secrétaire général de poursuivre sa mission de bons offices, de le tenir informé des progrès réalisés et de lui présenter un rapport sur l'application de la présente résolution d'ici le 31 mai 1986;

3. Demande à toutes les parties intéressées de continuer à coopérer avec la Force sur la base de son mandat actuel".

-----

